

**RETURN BIDS TO:  
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**  
Réception des soumissions - TPSGC / Bid  
Receiving - PWGSC  
601-1550, Avenue d'Estimauville  
Québec  
Québec  
G1J 0C7

**REQUEST FOR PROPOSAL  
DEMANDE DE PROPOSITION**

**Proposal To: Public Works and Government  
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services  
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

**Comments - Commentaires**

|  |  |
|--|--|
| <b>Title - Sujet</b><br>Baies de Lavage  |  |
| <b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b><br>W0106-12A019/A   | <b>Date</b><br>2012-11-26  |
| <b>Client Reference No. - N° de référence du client</b><br>W0106-12-A019   |  |
| <b>GETS Reference No. - N° de référence de SEAG</b><br>PW-\$QCN-015-15020  |  |
| <b>File No. - N° de dossier</b><br>QCN-2-35411 (015)   | <b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>                                     |
| <b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b><br><b>at - à 02:00 PM</b><br><b>on - le 2013-01-07</b>   | <b>Time Zone</b><br><b>Fuseau horaire</b><br>Heure Normale du l'Est<br>HNE |
| <b>F.O.B. - F.A.B.</b><br><b>Plant-Usine:</b> <input type="checkbox"/> <b>Destination:</b> <input checked="" type="checkbox"/> <b>Other-Autre:</b> <input type="checkbox"/>  |  |
| <b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b><br>Legendre, Sylvie  | <b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b><br>qcn015                               |
| <b>Telephone No. - N° de téléphone</b><br>(418) 649-2860 ( )   | <b>FAX No. - N° de FAX</b><br>(418) 648-2209                               |
| <b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b><br><b>Destination - des biens, services et construction:</b><br>CHAMPS DE TIR & SECTEURS D'ENTRAINEMENT (CTSE)<br>EDIFICE CSEM-4 VALCARTIER<br>& E197 (FARNHAM)<br>GARNISON VALCARTIER & FARNHAM<br>COURCELETTE<br>Québec<br>G0A4Z0<br>Canada |  |

**Instructions: See Herein**

**Instructions: Voir aux présentes**

**Vendor/Firm Name and Address**  
**Raison sociale et adresse du**  
**fournisseur/de l'entrepreneur**

|  |  |
|--|--|
| <b>Delivery Required - Livraison exigée</b><br>See Herein  | <b>Delivery Offered - Livraison proposée</b> |
| <b>Vendor/Firm Name and Address</b><br><b>Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur</b>   |  |
| <b>Telephone No. - N° de téléphone</b><br><b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>   |  |
| <b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm</b><br><b>(type or print)</b><br><b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/</b><br><b>de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b> |  |
| <b>Signature</b>   | <b>Date</b>                                  |

**Issuing Office - Bureau de distribution**  
TPSGC/PWGSC  
601-1550, Avenue d'Estimauville  
Québec  
Québec  
G1J 0C7

## **TABLE DES MATIÈRES**

### **PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

1. Exigences relatives à la sécurité
2. Besoin
3. Compte rendu

### **PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES**

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées
2. Présentation des soumissions
3. Demandes de renseignements en période de soumission
4. Lois applicables

### **PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS**

1. Instructions pour la préparation des soumissions

### **PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION**

1. Procédures d'évaluation
2. Méthode de sélection

### **PARTIE 5 - ATTESTATIONS**

1. Attestations obligatoires préalables à l'attribution du contrat
2. Attestations additionnelles préalables à l'attribution du contrat

### **PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT**

1. Exigences relatives à la sécurité
2. Besoin
3. Clauses et conditions uniformisées
4. Durée du contrat
5. Responsables
6. Paiement
7. Instructions relative à la facturation
8. Attestations
9. Lois applicables
10. Ordre de priorité des documents
11. Clause du guide des CCUA

Solicitation No. - N° de l'invitation

W0106-12A019/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

qcn015

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

W0106-12-A019

QCN-2-35411

---

## 12. Atteinte aux droits de propriété intellectuelle et redevances

### Liste des annexes

|          |                      |
|----------|----------------------|
| Annexe A | Énoncé des Besoins   |
| Annexe B | Base de Paiement     |
| Annexe C | Fiches Signalétiques |

## **PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

### **1. Exigences relatives à la sécurité**

Ce besoin ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

### **2. Besoin**

Le ministère de la Défense Nationale requiert la fourniture, la livraison et l'installation de deux (2) systèmes automatisés d'utilisation et de gestion de baies de lavage, ainsi que des services de formation, d'entretien préventif et de réparation, tel que détaillé à l'annexe A. Un système devra être installé, au plus tard le 31 mars 2013, à chacun des emplacements suivants :

- a. **Garnison (Base des Forces canadiennes) Valcartier**  
5e Groupe de soutien de secteur  
Service des champs de tir et Secteurs d'entraînement  
C.P. 1000 Succ Forces  
Courcelette, QC G0A 4Z0  
Bâtisse CSEM004
- b. **Champs de tir et secteurs d'entraînement (CTSE) de Farnham**  
Champs de tir et Secteurs d'entraînement  
1111, rue principale  
Farnham, QC J2N 2X9  
Bâtisse E197

### **3. Compte rendu**

Après l'attribution du contrat, les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

## **PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES**

### **1. Instructions, clauses et conditions uniformisées**

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le guide des *Clauses et conditions uniformisées*

*d'achat*

(<http://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document 2003 (2012-11-19), Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

**1.1 Clauses du guide des CCUA**

B1000T (2007-11-30), Condition du matériel

**1.2 Visite facultative des lieux**

Il est recommandé que le soumissionnaire ou un représentant de ce dernier visite les lieux d'exécution des travaux. Des dispositions ont été prises pour la visite des lieux d'exécution des travaux, qui aura lieu :

**1) le 11 décembre 2012, à 10h30 à****Champs de tir et secteurs d'entraînement (CTSE) de Farnham**

Champs de tir et Secteurs d'entraînement

1111, rue principale

Farnham, QC J2N 2X9

Bâtisse E197

**2) le 12 décembre 2012, à 10h30 à****Garnison (Base des Forces canadiennes) Valcartier**

5e Groupe de soutien de secteur

Service des champs de tir et Secteurs d'entraînement

C.P. 1000 Succ Forces

Courcelette, QC G0A 4Z0

Bâtisse CSEM004

Les soumissionnaires sont priés de communiquer avec l'autorité contractante 2 jour(s) avant la visite prévue, pour confirmer leur présence et fournir le nom des personnes qui assisteront à la visite. On pourrait demander aux soumissionnaires de signer une feuille de présence. Aucun

autre rendez-vous ne sera accordé aux soumissionnaires qui ne participeront pas à la visite ou qui n'enverront pas de représentant. Les soumissionnaires qui ne participeront pas à la visite pourront tout de même présenter une soumission. Toute précision ou tout changement apporté à la demande de soumissions à la suite de la visite des lieux sera inclus dans la demande de soumissions, sous la forme d'une modification.

## **2. Présentation des soumissions**

Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.

## **3. Demandes de renseignements - en période de soumission**

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins sept (7) jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permettrait pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

## **4. Lois applicables**

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur au Québec et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

## **PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS**

### **1. Instructions pour la préparation des soumissions**

Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes, comme suit :

Section I : Soumission technique (3 copies papier)

Section II : Soumission financière (1 copie papier)

Section III : Attestations (1 copie papier)

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission.

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les agences et ministères fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement Politique d'achats écologiques (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, on encourage les soumissionnaires à:

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et/ou contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

#### **Section I : Soumission technique**

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

---

**Le soumissionnaire doit présenter les renseignements suivants dans sa soumission technique:**

- (i) **Critères Techniques Obligatoires :** Le soumissionnaire doit remplir et inclure le tableau de conformité technique fourni à l'article 1.1.1 de la partie 4.
- (ii) **Documentation :** Le soumissionnaire doit inclure les éléments (fiches techniques des produits proposés, publication, données documentées ou points de discussion) démontrant la conformité à chacun des critères techniques obligatoires.

**Le soumissionnaire devrait présenter les renseignements suivants dans sa soumission technique (non obligatoire):**

- (i) **Entretien Préventif :** Le soumissionnaire devrait inclure tous les détails relatifs à l'entretien périodique (mensuel, semi-annuel, annuel et autres) proposé du système, y compris les tâches et les fréquences d'inspection, le tout conformément aux recommandations du/des fabricant(s) des composantes du système.

**Section II : Soumission financière**

Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec la base de paiement. Le montant total de la taxe sur les produits et les services (TPS) ou de la taxe sur la vente harmonisée (TVH), s'il y a lieu, doit être indiqué séparément.

**1.1 Clauses du guide des CCUA**

C3011T (2010-01-11) Fluctuation du taux de change

**Section III : Attestations**

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

**PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION**

**1. Procédures d'évaluation**

- a) Les soumissions reçues seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.



- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

## 1.1 Évaluation technique

### 1.1.1 Critères techniques obligatoires

- a. Le soumissionnaire doit indiquer, pour chacun des critères techniques obligatoires, si les produits proposés s'y conforment ou non, en cochant la case appropriée. Le soumissionnaire doit clairement démontrer comment les produits proposés rencontrent chacun des critères. Le simple fait de mentionner qu'il répond au critères n'est pas suffisant. Lorsqu'il faut rappeler d'autres documents accompagnant la soumission, le soumissionnaire devrait indiquer l'endroit exact où se trouvent les documents de référence, en précisant le titre des documents, ainsi que les numéros de page et d'alinéa. Le soumissionnaire doit donner une réponse pour chacun des critères. Le soumissionnaire doit donner suffisamment de détails pour permettre une évaluation complète.

Bien que le soumissionnaire doit proposer des produits rencontrant toutes les spécifications et composantes techniques décrites à l'annexe A à la fermeture des soumissions, les soumissions seront évaluées sur les exigences techniques suivantes:

| <b>Tableau de Conformité Technique - Critères Minimaux Obligatoires</b> |   |                 |                     |                                 |
|---|---|-----------------|---------------------|---------------------------------|
| <b>Baies de Lavage</b>  |   |                 |                     |                                 |
| <b>Critères minimaux obligatoires</b>                                   |   | <b>Conforme</b> | <b>Non Conforme</b> | <b>Description / Références</b> |
| <b>1</b>  | Conçu pour au moins trois (3) utilisateurs distincts ou trois (3) quarts de travail   |                 |                     |                                 |
| <b>2</b>  | Capacité de création d'au moins sept mille cinq cents (7500) comptes clients ou consommateurs avec possibilité de gestion de chacun des comptes |                 |                     |                                 |
| <b>3</b>  | Capacité de calculer les quantités de produits utilisés (savon et dégraissant) individuellement par chaque utilisateur et d'en faire rapport    |                 |                     |                                 |
|   |   |                 |                     |                                 |

|   |  |  |  |  |
|---|--|--|--|--|
| 4 | Capacité d'offrir au moins dix (10) différents types de lavage   |  |  |  |
| 5 | Capacité de mémoriser au moins trois (3) mots de passe distincts protégés, un pour l'opérateur, un pour l'administrateur, et un pour le programmeur  |  |  |  |
| 6 | Capacité de déterminer si un code a été utilisé ou s'il est expiré   |  |  |  |
| 7 | Capacité d'interrompre instantanément le système à l'aide d'un bouton lors d'une situation d'urgence   |  |  |  |
| 8 | Capacité de produire et d'imprimer des rapports d'utilisation par compte et par période d'utilisation, y compris l'heure et la date d'utilisation, mais sans toutefois s'y restreindre strictement |  |  |  |

b. Le soumissionnaire **doit déjà avoir vendu au moins un système automatisé d'utilisation et de gestion des baies de lavage, au cours des cinq dernières années.** Afin de démontrer qu'il répond à ce critère, le soumissionnaire doit fournir, avec sa soumission, une copie d'un contrat d'achat de ce produit **ou** une copie de facture payée pour ce produit vendu à un autre client. Afin de protéger l'anonymat du client, le soumissionnaire pourra camoufler sur le contrat ou la copie de facture les informations qui pourraient faire en sorte de divulguer l'identité du client.

## 1.2 Évaluation financière

- a. Les prix seront évalués en dollars canadiens, incluant les droits de douane et les taxes d'accise canadiens, excluant la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée. Aux fins d'évaluation, les soumissions reçues en devises étrangères seront converties en dollars canadiens en utilisant le taux de change annoncé par la Banque du Canada à la date de clôture des soumissions.
- b. Les prix seront évalués sur une base DDP (Québec, Québec).

- 
- c. Le pourcentage de majoration pour l'achat des pièces à prix coûtant, tel qu'indiqué à l'article 6.1 de l'annexe B, ne doit pas excéder de plus de 10% la moyenne des pourcentages de majoration du prix coûtant de l'ensemble des soumissionnaires. Les soumissions dont la majoration du prix coûtant dépassera de plus de 10% seront déclarées non recevables.
- d. Le prix total d'évaluation sera calculé comme suit :

**Le total des sous-totaux 1 à 11 de l'annexe B = Prix total d'évaluation**

## **2. Méthode de sélection**

Une soumission doit respecter les exigences de la demande de soumissions et satisfaire à tous les critères d'évaluation techniques obligatoires pour être déclarée recevable. La soumission recevable avec le prix évalué le plus bas sera recommandée pour attribution d'un contrat.

## **PARTIE 5 - ATTESTATIONS**

Pour qu'un contrat leur soit attribué, les soumissionnaires doivent fournir les attestations exigées et la documentation connexe. Le Canada déclarera une soumission non recevable si les attestations exigées et la documentation connexe ne sont pas remplies et fournies tel que demandé.

Le Canada pourra vérifier l'authenticité des attestations fournies par les soumissionnaires durant la période d'évaluation des soumissions (avant l'attribution d'un contrat) et après l'attribution du contrat. L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour s'assurer que les soumissionnaires respectent les attestations avant l'attribution d'un contrat. La soumission sera déclarée non recevable si on constate que le soumissionnaire a fait de fausses déclarations, sciemment ou non. Le défaut de respecter les attestations, de fournir la documentation connexe ou de donner suite à la demande de renseignements supplémentaires de l'autorité contractante aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.

### **1. Attestations obligatoires préalables à l'attribution du contrat**

#### **1.1 Code de conduite et attestations - documentation connexe**

- 1.1.1** En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste, en son nom et en celui de ses affiliés, qu'il respecte la clause concernant le Code de conduite et attestations, des instructions uniformisées. La documentation connexe mentionnée ci-après aidera le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques. En présentant une soumission, le

soumissionnaire atteste être informé, et que ses affiliés sont informés, du fait que le Canada pourra demander d'autres informations, attestations, formulaires de consentement et éléments prouvant son identité ou son éligibilité. Le Canada pourra aussi vérifier tous les renseignements fournis par le soumissionnaire, incluant les renseignements relatifs aux actions ou condamnations précisées aux présentes en faisant des recherches indépendantes, en utilisant des ressources du gouvernement ou en communiquant avec des tiers. Le Canada déclarera une soumission non recevable s'il constate que les renseignements demandés sont manquants ou inexacts, ou que les renseignements contenus dans les attestations précisées aux présentes s'avèrent être faux, à quelque égard que ce soit, après vérification par le Canada. Le soumissionnaire et ses affiliés devront également demeurer libres et quittes des actions ou condamnations précisées aux présentes pendant la période de tout contrat découlant de cette demande de soumissions.

Les soumissionnaires qui sont incorporés, incluant ceux soumissionnant à titre d'entreprise en coparticipation, doivent fournir avec leur soumission ou le plus tôt possible après le dépôt de celle-ci la liste complète des noms de tous les individus qui sont actuellement administrateurs du soumissionnaire. Les soumissionnaires soumissionnant à titre d'entreprise à propriétaire unique, incluant ceux soumissionnant dans le cadre d'entreprise en coparticipation, doivent fournir le nom du propriétaire avec leur soumission ou le plus tôt possible après le dépôt de celle-ci. Les soumissionnaires soumissionnant à titre de sociétés, sociétés de personnes, entreprises ou associations de personnes n'ont pas à fournir de liste de noms. Si les noms requis n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des soumissions est complétée, le Canada informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. À défaut de fournir ces noms dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable. Fournir les noms requis est une exigence obligatoire pour l'attribution d'un contrat.

Le Canada peut, à tout moment, demander à un soumissionnaire de fournir des formulaires de consentement dûment remplis et signés (Consentement à la vérification de l'existence d'un casier judiciaire - PWGSC-TPSGC 229)

(<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/formulaires-forms-fra.html>) toute personne susmentionnée, et ce dans un délai précis. À défaut de fournir les formulaires de consentement dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

## **2. Attestations additionnelles préalables à l'attribution du contrat**

Les attestations énumérées ci-dessous devraient être remplies et fournies avec la soumission mais elles peuvent être fournies plus tard. Si l'une de ces attestations n'est pas remplie et fournie tel que demandé, l'autorité contractante en informera le soumissionnaire et lui donnera un délai afin de se conformer aux exigences. Le défaut de répondre à la demande de l'autorité contractante et de se

conformer aux exigences dans les délais prévus aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.

## **2.1 Programme de contrats fédéraux - attestation**

### **2.1.1 Programme de contrats fédéraux - plus de 25000\$ et moins de 200000\$**

Les fournisseurs qui sont assujettis au Programme de contrats fédéraux (PCF) et qui ont été déclarés entrepreneurs non admissibles par Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDCC) n'ont plus le droit d'obtenir des contrats du gouvernement fédéral au-delà du seuil prévu par le Règlement sur les marchés de l'État pour les demandes de soumissions. Les fournisseurs peuvent être déclarés entrepreneurs non admissibles soit parce que RHDCC a constaté leur non-conformité ou parce qu'ils se sont retirés volontairement du PCF pour une raison autre que la réduction de leur effectif à moins de 100 employés. Toute soumission présentée par un entrepreneur non admissible, y compris une soumission présentée par une coentreprise dont un membre est un entrepreneur non admissible, sera déclarée non recevable.

Le soumissionnaire, ou, si le soumissionnaire est une coentreprise le membre de la coentreprise, atteste comme suit sa situation relativement au PCF :

Le soumissionnaire ou le membre de la coentreprise :

- a) ☐ n'est pas assujetti au PCF, puisqu'il compte un effectif de moins de 100 employés à temps plein ou à temps partiel permanents et/ou temporaires, ayant travaillé 12 semaines ou plus au Canada;
- b) ☐ n'est pas assujetti au PCF, puisqu'il est un employeur réglementé en vertu de la Loi sur l'équité en matière d'emploi, L.C. 1995, ch. 44;
- c) ☐ est assujetti aux exigences du PCF, puisqu'il compte un effectif de 100 employés ou plus à temps plein, ou à temps partiel permanents, et/ou temporaires ayant travaillé 12 semaines ou plus au Canada, mais n'a pas obtenu de numéro d'attestation de RHDCC puisqu'il n'a jamais soumissionné pour des contrats de 200 000 \$ ou plus.
- d) ☐ n'a pas été déclaré entrepreneur non admissible par RHDCC et possède un numéro d'attestation valide, à savoir le numéro : \_\_\_\_\_.

Des renseignements supplémentaires sur le PCF sont offerts sur le site Web de RHDCC.

## **PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT**

### **1. Exigences relatives à la sécurité**

Ce besoin ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

### **2. Besoin**

L'entrepreneur doit exécuter les travaux conformément à l'énoncé des besoins qui se trouve à l'annexe A.

### **3. Clauses et conditions uniformisées**

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre, sont reproduites dans le guide des *Clauses et conditions uniformisées d'achat* (<http://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

#### **3.1 Conditions générales**

2010A (2012-11-19), Conditions générales - biens (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

#### **3.2 Conditions générales supplémentaires**

4003 (2010-08-16), Conditions générales supplémentaires – Logiciels sous licence, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

### **4. Durée du contrat**

#### **4.1 Date de livraison**

Les deux (2) systèmes doivent être livrés et installés au plus tard le 31 mars 2013.

### **5. Responsables**

#### **5.1 Autorité contractante**

L'autorité contractante pour le contrat est :

Sylvie Legendre  
Travaux Publics et Services Gouvernementaux  
601-1550 Avenue D'estimauville  
Québec, Québec, G1J 0C7

---

Téléphone : (418) 649-2860      Télécopieur: (418) 648-2209  
Courriel: sylvie.legendre@tpsgc-pwgsc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée, par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus suite à des demandes ou des instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

## 5.2 Responsable technique

Le responsable technique pour le contrat est :

Nom : \_\_\_\_\_  
Titre : \_\_\_\_\_  
Organisation : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_

Téléphone : \_\_\_\_ \_\_\_\_ \_\_\_\_  
Télécopieur : \_\_\_\_ \_\_\_\_ \_\_\_\_  
Courriel : \_\_\_\_\_

Le responsable technique représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le responsable technique; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. Ces changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

## 5.3 Représentant de l'entrepreneur

Nom : \_\_\_\_\_  
Titre : \_\_\_\_\_  
Téléphone : \_\_\_\_ \_\_\_\_ \_\_\_\_  
Télécopieur : \_\_\_\_ \_\_\_\_ \_\_\_\_  
Courriel : \_\_\_\_\_

## 5.4 Contact chez le ministère-client

Pour toute information relative à la facturation et/ou aux paiements, vous pouvez communiquer avec:

Ministère-client : \_\_\_\_\_

Nom : \_\_\_\_\_  
Tél. : \_\_\_\_\_  
Fax : \_\_\_\_\_  
Courriel : \_\_\_\_\_

## **6. Paiement**

### **6.1 Base de paiement**

#### **6.1.1 Base de paiement - prix globaux fermes - Systèmes automatisés, Formation sur demande**

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé des prix globaux fermes précisés dans l'annexe B. Les droits de douane sont inclus, la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée est en sus, s'il y a lieu.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

#### **6.1.2 Base de paiement - Taux Annuels fermes - Service d'entretien préventif**

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé des taux annuels fermes, en avance, au début de chacune des périodes précisées à l'article 2 de l'annexe B. Les droits de douane sont inclus, la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée est en sus, s'il y a lieu.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

#### **6.1.3 Base de paiement - Taux horaire fermes - Service de réparation sur demande**

L'entrepreneur sera payé pour les heures réellement travaillées aux taux horaires fermes indiqués à l'article 4 de l'annexe B jusqu'à une limitation des dépenses de \_\_\_\_\_ \$ (*le montant sera inséré à l'attribution du contrat*). Les droits de douane sont inclus et la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée est en sus, s'il y a lieu.

#### **6.1.4 Base de paiement - Transport du personnel**



L'entrepreneur sera payé pour le transport de son personnel aux taux globaux fermes indiqués à l'article 5 de l'annexe B jusqu'à une limitation des dépenses de \_\_\_\_\_ \$ (***le montant sera inséré à l'attribution du contrat***). Les droits de douane sont inclus et la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée est en sus, s'il y a lieu.

#### **6.1.5 Base de paiement - Pièces à prix coûtant**

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé pour l'achat des pièces de rechange au prix coûtant plus une majoration ferme, jusqu'à une limitation des dépenses de 5,000.00 \$. Les droits de douane sont inclus et la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée est en sus, s'il y a lieu. La majoration ferme sera celle en fonction de l'article 5 de l'annexe B.

Tous les prix pour les pièces sont FAB destination. Les droits de douane sont inclus et la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée (TPS/TVH) est en sus, s'il y a lieu.

#### **6.2 Limitation des dépenses - Partie sur Demande**

1. La responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur en vertu du contrat ne doit pas dépasser la somme de (sera inséré à l'octroi du contrat)\$ . Les droits de douane sont inclus, et la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée est en sus, s'il y a lieu.
2. Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ou du prix des travaux découlant de tout changement de conception, de toute modification ou interprétation des travaux, ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins que ces changements de conception, modifications ou interprétations n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux. L'entrepreneur n'est pas tenu d'exécuter des travaux ou de fournir des services qui entraîneraient une augmentation de la responsabilité totale du Canada à moins que l'augmentation n'ait été autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur doit informer, par écrit, l'autorité contractante concernant la suffisance de cette somme :
  - a. lorsque 75 p. 100 de la somme est engagée, ou
  - b. quatre (4) mois avant la date d'expiration du contrat, ou
  - c. dès que l'entrepreneur juge que les fonds du contrat sont insuffisants pour l'achèvement des travaux, selon la première de ces conditions à se présenter.
3. Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds additionnels requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas la responsabilité du Canada à son égard.

## **6.3 Modalités de Paiements**

### **6.3.1 Paiement Unique - Systèmes Automatisés**

Clause du guide des CCUA H1000C (2008-05-12), Paiement unique

### **6.3.2 Paiement Multiples - Transport du personnel, Service de réparation, Pièces de rechange, Formation**

Clause du guide des CCUA H1001C (2008-05-12), Paiements multiples

### **6.3.3 Paiement Anticipé - Service d'entretien préventif**

- (i) Le Canada paiera à l'avance l'entrepreneur pour les services d'entretien préventif si :
  - (A) une facture exacte et complète ainsi que tout autre document exigé par le contrat ont été soumis conformément aux instructions de facturation prévues au contrat;
  - (B) tous ces documents ont été vérifiés par le Canada.

## **6.4 Clauses du guide des CCUA**

C2000C (2007-11-30), Taxes - entrepreneur établi à l'étranger

.

## **6.5 Instructions d'expédition - livraison au point d'origine**

Les biens doivent être expédiés au point de destination précisé dans le contrat et livrés :

- a) franco bord (origine) transporteur Québec, Québec pour les expéditions en provenance du gouvernement des États-Unis; ou
- b) FCA franco transporteur Québec, Québec selon les Incoterms 2000 pour les expéditions en provenance d'un entrepreneur commercial.

## **7. Instructions relatives à la facturation**

L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé «Présentation des factures» des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.

## **8. Attestations**

### **8.1 Conformité**

Le respect des attestations et documentation connexe fournies par l'entrepreneur avec sa soumission est une condition du contrat et pourra faire l'objet d'une vérification par le Canada pendant la durée du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur, à fournir la documentation connexe ou encore si on constate que les attestations qu'il a fournies avec sa soumission comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat en la matière.

## **9. Lois applicables**

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur \_\_\_\_\_ (*insérer le nom de la province ou du territoire précisé par le soumissionnaire dans sa soumission, s'il y a lieu*), et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

## **10. Ordre de priorité des documents**

En cas d'incompatibilité entre les textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur ladite liste.

- a) les articles de la convention;
- b) 4003 (2010-08-16), Logiciels sous licence;
- c) 2010A (2012-11-19), Conditions générales - biens (complexité moyenne);
- d) Annexe A, Énoncé des Besoin;
- e) Annexe B, Base de Paiement;
- f) la soumission de l'entrepreneur en date du \_\_\_\_\_ .

## **11. Clauses du guide des CCUA**

A9039C (2008-05-12), Récupération

B7500C (2006-06-16), Marchandises excédentaires

D0018C (2007-11-30), Livraison et déchargement

G1005C (2008-05-12), Assurance

## **12. Atteinte aux droits de propriété intellectuelle et redevances**

- 1. L'entrepreneur déclare et garantit qu'au meilleur de sa connaissance, ni lui ni le Canada ne portera atteinte aux droits de propriété intellectuelle d'un tiers dans le cadre de l'exécution

ou de l'utilisation des travaux, et que le Canada n'aura aucune obligation de verser quelque redevance que ce soit à quiconque en ce qui touche les travaux.

2. Si quelqu'un présente une réclamation contre le Canada ou l'entrepreneur pour atteinte aux droits de propriété intellectuelle ou pour des redevances en ce qui touche les travaux, cette partie convient d'aviser immédiatement l'autre partie par écrit. En cas de réclamation contre le Canada, le procureur général du Canada, en vertu de la Loi sur le ministère de la Justice, L.R., 1985, ch. J-2, sera chargé des intérêts du Canada dans tout litige où le Canada est partie, mais il peut demander à l'entrepreneur de défendre le Canada contre la réclamation. Dans l'un ou l'autre des cas, l'entrepreneur convient de participer pleinement à la défense et à la négociation d'un règlement, et de payer tous les coûts, dommages et frais juridiques engagés ou payables à la suite de la réclamation, y compris le montant du règlement. Les deux parties conviennent de ne régler aucune réclamation avant que l'autre partie n'ait d'abord approuvé le règlement par écrit.
3. L'entrepreneur n'a aucune obligation concernant les réclamations qui sont présentées seulement parce que:
  - a. le Canada a modifié les travaux ou une partie des travaux sans le consentement de l'entrepreneur ou il a utilisé les travaux ou une partie des travaux sans se conformer à l'une des exigences du contrat; ou
  - b. le Canada a utilisé les travaux ou une partie des travaux avec un produit qui n'a pas été fourni par l'entrepreneur en vertu du contrat (à moins que l'utilisation ne soit décrite dans le contrat ou dans les spécifications du fabricant); ou
  - c. l'entrepreneur a utilisé de l'équipement, des dessins, des spécifications ou d'autres renseignements qui lui ont été fournis par le Canada (ou par une personne autorisée par le Canada); ou
  - d. l'entrepreneur a utilisé un élément particulier de l'équipement ou du logiciel qu'il a obtenu grâce aux instructions précises de l'autorité contractante; cependant, cette exception s'applique uniquement si l'entrepreneur a inclus la présente déclaration dans son contrat avec le fournisseur de cet équipement ou de ce logiciel : « [Nom du fournisseur] reconnaît que les éléments achetés seront utilisés par le gouvernement du Canada. Si une tierce partie prétend que cet équipement ou ce logiciel fourni en vertu du contrat enfreint les droits de propriété intellectuelle, [nom du fournisseur], à la demande de [nom de l'entrepreneur] ou du Canada, défendra à ses propres frais, tant [nom de l'entrepreneur] que le Canada contre cette réclamation et paiera tous les coûts, dommages et frais juridiques connexes ». L'entrepreneur est responsable d'obtenir cette garantie du fournisseur, faute de quoi l'entrepreneur sera responsable de la réclamation envers le Canada.
4. Si quelqu'un allègue qu'en raison de l'exécution des travaux, l'entrepreneur ou le Canada enfreint ses droits de propriété intellectuelle, l'entrepreneur doit adopter immédiatement l'un des moyens suivants:

- 
- a. prendre les mesures nécessaires pour permettre au Canada de continuer à utiliser la partie des travaux censément enfreinte; ou
  - b. modifier ou remplacer les travaux afin d'éviter de porter atteinte aux droits de propriété intellectuelle, tout en veillant à ce que les travaux respectent toujours les exigences du contrat; ou
  - c. reprendre les travaux et rembourser toute partie du prix contractuel que le Canada a déjà versée.

Si l'entrepreneur détermine qu'aucun de ces moyens ne peut être raisonnablement mis en œuvre, ou s'il ne prend pas l'un de ces moyens dans un délai raisonnable, le Canada peut choisir d'obliger l'entrepreneur à adopter la mesure c), ou d'adopter toute autre mesure nécessaire en vue d'obtenir le droit d'utiliser la ou les parties des travaux censément enfreinte(s), auquel cas l'entrepreneur doit rembourser au Canada tous les frais que celui-ci a engagés pour obtenir ce droit

## **ANNEXE A - Énoncé des Besoins**

### **1. OBJET**

Le présent annexe vise à fournir les exigences générales et particulières ainsi qu'une description détaillée des besoins associés à la fourniture et à l'installation de deux (2) systèmes automatisés d'utilisation et de gestion de baies de lavage, requis aux emplacements indiqués ci-après, pour le compte du Ministère de la Défense nationale (MDN) représenté par le Commandant (Cmdt) du 5<sup>e</sup> Groupe de soutien de secteur (5 GSS) et le Chef du service des Champs de tir et secteurs d'entraînement (CTSE), Secteur du Québec de l'Armée canadienne (SQAC).

### **2. CONTEXTE**

Le MDN (5 GSS) dispose de baies de lavage du type « libre service » conçu pour différentes catégories de véhicules, militaires et civils, localisées dans les secteurs des CTSE aux emplacements indiqués ci-après.

Le MDN désire acquérir et faire installer par un entrepreneur, un système automatisé d'utilisation et de gestion de baies de lavage à chacun des emplacements visés indiqués ci-après, et obtenir un service pour l'entretien préventif périodique et courant ainsi que la réparation de toutes les composantes.

### **3. INSTALLATIONS EXISTANTES**

#### Valcartier, édifice CSEM 004

L'édifice comprend quatre (4) baies de lavage dont chacune dispose de deux (2) espaces permettant de laver deux (2) véhicules légers à la fois (par exemple deux Ford F-150) ou un véhicule lourd (par exemple : un véhicule blindé léger (VBL) III avec un véhicule léger. Chaque baie de lavage ne permet pas de traiter deux véhicules lourds à la fois.

Chaque baie de lavage est équipée de quatre (4) lances à pression d'eau, dont deux (2) lances à pression pour le savon, et une (1) lance à pression pour le dégraisseur.

Deux (2) pompes de marque Flojet, modèle G573215, propulsent le savon et le dégraisseur. Seize (16) pompes de marque Landa, modèle TS 2021 SPES 30021-S, propulsent l'eau.

#### Farnham, édifice E197

L'édifice comprend une seule baie de lavage avec deux (2) emplacements de lavage permettant de laver deux (2) véhicules lourds simultanément. La baie de lavage est équipée de deux (2) lances à pression d'eau et de deux (2) lances à pression pour le savon.

Deux (2) pompes de marque Multi Pression L.C. Inc, modèle MPB5AF30004-5G, servent à propulser l'eau. Le système qui propulse le savon est de marque Capteur GR Inc., modèle GR 5500-H50.

Un exemplaire de la fiche signalétique des produits de lavage et de dégraissage couramment utilisés à chacun des emplacements est fourni à l'annexe C.

#### **4. DESCRIPTION DES BESOINS**

L'entrepreneur doit fournir la main d'œuvre qualifiée, le matériel et les produits neufs ainsi que l'équipement nécessaire à la fourniture et à l'installation complète et satisfaisante d'un système permettant l'utilisation et la gestion automatisée des équipements de lavage des véhicules militaires et civils dans les baies de lavage à chacun des emplacements visés, le tout compatible et raccordé avec le matériel existant du MDN, y compris le raccordement à l'alimentation en électricité, et permettant d'accomplir les tâches ou les fonctions minimales suivantes :

- 4.1 Conçu pour au moins trois (3) utilisateurs distincts ou trois (3) quarts de travail;
- 4.2 Capacité de création d'au moins sept mille cinq cents (7500) comptes clients ou consommateurs avec possibilité de gestion de chacun des comptes (voir détails ci-dessous);
- 4.3 Capacité de calculer les quantités de produits utilisés (savon et dégraisseur) individuellement par chaque utilisateur et d'en faire rapport;
- 4.4 Capacité d'offrir au moins dix (10) différents types de lavage;
- 4.5 Capacité de mémoriser au moins trois (3) mots de passe distincts protégés, un pour l'opérateur, un pour l'administrateur, et un pour le programmeur;
- 4.6 Capacité de déterminer si un code a été utilisé ou s'il est expiré;
- 4.7 Capacité d'interrompre instantanément le système à l'aide d'un bouton lors d'une situation d'urgence; et,
- 4.8 Capacité de produire et d'imprimer des rapports d'utilisation par compte et par période d'utilisation, y compris l'heure et la date d'utilisation, mais sans toutefois s'y restreindre strictement.

Le système souhaité à chaque emplacement est similaire à un système de distribution d'essence dans une station libre-service payable à la pompe, à l'exception que les produits délivrés sont du savon et du dégraisseur.

L'utilisateur doit d'abord s'enregistrer en insérant un code d'utilisateur dans une boîte à codes numériques installée à l'intérieur d'une baie de lavage. L'écran de la boîte à codes numériques doit demander les informations suivantes à l'utilisateur qui devra les inscrire :

- 4.9 Option français ou anglais
- 4.10 Identification de l'utilisateur (l'utilisateur devra inscrire son numéro de matricule)
- 4.11 Numéro d'identification personnel (NIP) de l'utilisateur (code à cinq chiffres par exemple)
- 4.12 Identification du véhicule (plaque ou CFR du véhicule)
- 4.13 Code financier de l'unité ou du service (code à cinq chiffres par exemple qui correspond à l'unité où sera facturé le prix des produits utilisés lors du lavage par un utilisateur)
- 4.14 Une fois que l'utilisateur a terminé, il doit se désenregistrer (par exemple en appuyant sur une touche "terminé").
- 4.15 Une fois que l'utilisateur se sera enregistré, l'utilisateur pourra activer les lances à pression de l'emplacement où il se sera enregistré.

- 
- 4.16 Le système doit calculer les quantités de produits utilisés par l'utilisateur pendant le temps qu'il est enregistré à un emplacement.
  - 4.17 L'utilisateur doit se dé-enregistrer et ensuite, recevoir un reçu qui indique les quantités de produits utilisés.
  - 4.18 Selon les quantités utilisées, une facture sera acheminée à l'unité selon le code financier utilisé lors de l'enregistrement par l'utilisateur.

Le système doit permettre au MDN de modifier au besoin les paramètres demandés par la boîte à code.

Le système doit produire un rapport qui comprendra les informations suivantes :

- 4.19 Identification de l'utilisateur;
- 4.20 Identification du véhicule;
- 4.21 Identification de l'unité desservie;
- 4.22 Quantité de savon utilisée;
- 4.23 Quantité de dégraisseur utilisée;
- 4.24 Date de l'enregistrement de l'utilisateur; et
- 4.25 Durée de l'enregistrement de l'utilisateur (de « x » heure à « y » heure)

Le système doit comprendre toutes les composantes et les accessoires connexes requis pour le bon fonctionnement du système en tout temps. Sans strictement s'y restreindre, le système doit comprendre deux (2) boîtes à codes numériques fabriquées avec un matériau qui ne rouille pas, ainsi qu'une imprimante. L'emplacement de ces composantes et des autres requises pour le système proposé seront localisées aux endroits à être déterminés sur place par le représentant désigné du MDN.

À chacun des emplacements visés, l'entrepreneur doit fournir un (1) exemplaire papier et un (1) électronique (si disponible) de chacun des manuels d'opération et d'entretien des systèmes installés.

## **5. EMPLACEMENTS VISÉS (destination)**

L'entrepreneur doit installer un système complet à chacun des emplacements suivants :

### **a. Garnison (Base des Forces canadiennes) Valcartier**

5e Groupe de soutien de secteur  
Service des champs de tir et Secteurs d'entraînement  
C.P. 1000 Succ Forces  
Courcellette, QC G0A 4Z0  
Bâtisse CSEM004

### **b. Champs de tir et secteurs d'entraînement (CTSE) de Farnham**

Champs de tir et Secteurs d'entraînement



1111, rue principale  
Farnham, QC J2N 2X9  
Bâtisse E197

## **6. FORMATION**

L'entrepreneur doit fournir la main d'œuvre qualifiée pour donner une session de formation, à chacun des emplacements, portant sur l'utilisation et les fonctionnalités du système installé, à un groupe d'opérateurs et d'utilisateurs désignés et à une date à être déterminée entre l'entrepreneur et le représentant du MDN, le tout sans frais additionnels pour le MDN.

L'entrepreneur doit fournir, sur demande, la main d'œuvre qualifiée pour donner une session additionnelle de formation sur place, à l'un et/ou à l'autre des emplacements visés, le cas échéant, donnée à un groupe d'opérateurs et d'utilisateurs désignés au moment à être déterminé entre l'entrepreneur et le représentant désigné du MDN.

## **6. SERVICE D'ENTRETIEN PRÉVENTIF ET COURANT**

L'entrepreneur doit fournir la main d'œuvre qualifiée, le matériel et les produits ainsi que l'équipement nécessaire pour effectuer l'inspection et l'entretien préventif périodique des composantes de chaque système fourni, conformément aux tâches, aux fréquences, et aux recommandations du fabricant de chaque composante.

## **7. SERVICE DE RÉPARATION**

L'entrepreneur doit fournir la main d'œuvre qualifiée, le matériel et les produits ainsi que l'équipement nécessaire pour la fourniture d'un service de réparation, sur demande du MDN, disponible sur place, à l'un ou l'autre des emplacements visés, dans un délai de vingt-quatre (24) heures suivant la réception d'un appel de service du représentant désigné du MDN.

7.1 Les réparations requises pendant la période de garantie seront sans frais additionnels pour le MDN.

7.2 Les réparations requises après la période de garantie seront facturables, pièces, main d'œuvre et transport aller-retour.

7.3 L'entrepreneur est responsable de fournir tout l'outillage, le transport aller-retour et l'équipement requis pour exécuter les travaux à l'un et/ou l'autre des emplacements visés, y compris une plateforme élévatrice ou autre, à la discrétion de l'entrepreneur.

## ANNEXE B - Base de Paiement

### A. PARTIE FERME :

#### 1) Systèmes Automatisés

Fourniture et installation complète du système automatisé d'utilisation et de gestion des baies de lavage, y compris l'adaptation aux équipements existants, le raccordement à l'alimentation électrique existante, la fourniture de la main-d'oeuvre, du transport et de l'équipement requis, la fourniture d'un exemplaire des manuels d'entretien et d'opération ainsi que la formation et une garantie minimale d'une (1) année, le tout tel que détaillé à l'annexe A, et conformément aux recommandations des manufacturiers visés.

DDP (Québec, Québec) , incluant tous les frais de douanes, transport et livraison.

| Emplacement                 | QTÉ | Prix Global Ferme | Prix Calculé |
|-----------------------------|-----|-------------------|--------------|
| Garnison Valcatier          | 1   | \$                | \$           |
| Site d'entraînement Farnham | 1   | \$                | \$           |
| <b>SOUS-TOTAL 1</b>         |     |                   | \$           |

#### 2) Service d'entretien préventif

Service d'entretien préventif, tel que détaillé à l'annexe A, et conforme aux recommandations (tâches et fréquences) du fabricant des composante du système installé. Le taux annuel ferme comprend la fourniture de la main-d'oeuvre, du matériel, des produits, de l'équipement, de l'outillage, du transport, du carburant, et de tout ce qui est nécessaire à la réalisation complète de tous les travaux.

##### 2.1 Période de l'octroi du contrat jusqu'au 31 mars 2013

| Emplacement        | QTÉ | Taux Annuel Ferme | Taux Calulé |
|--------------------|-----|-------------------|-------------|
| Garnison Valcatier | 1   | \$                | \$          |

Solicitation No. - N° de l'invitation

W0106-12A019/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

qcn015

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

W0106-12-A019

QCN-2-35411

|                             |   |    |    |
|-----------------------------|---|----|----|
| Site d'entraînement Farnham | 1 | \$ | \$ |
| <b>SOUS-TOTAL 2</b>         |   |    | \$ |

## 2.2 Du 1 avril 2013 au 31 mars 2014

| Emplacement                 | QTÉ | Taux Annuel<br>Ferme | Taux Calulé |
|-----------------------------|-----|----------------------|-------------|
| Garnison Valcatier          | 1   | \$                   | \$          |
| Site d'entraînement Farnham | 1   | \$                   | \$          |
| <b>SOUS-TOTAL 3</b>         |     |                      | \$          |

## 2.3 Du 1 avril 2014 au 31 mars 2015

| Emplacement                 | QTÉ | Taux Annuel<br>Ferme | Taux Calulé |
|-----------------------------|-----|----------------------|-------------|
| Garnison Valcatier          | 1   | \$                   | \$          |
| Site d'entraînement Farnham | 1   | \$                   | \$          |
| <b>SOUS-TOTAL 4</b>         |     |                      | \$          |

**B. PARTIE SUR DEMANDE :****3) Formation sur demande****3.1 Session de formation additionnelle**

Service de formation sur place, tel que détaillé à l'annxe A, à la demande du MDN et à une date à être déterminée entre l'entrepreneur et le MDN. Le prix global ferme comprend tous les frais de main-d'oeuvre, de matériel, de transport et subsistance ainsi que tout autres frais associés à la prestation de ces services.

| Emplacement                 | QTÉ<br>estimative | Prix global<br>Ferme | Prix Calculé |
|-----------------------------|-------------------|----------------------|--------------|
| Garnison Valcatier          | 1                 | \$                   | \$           |
| Site d'entraînement Farnham | 1                 | \$                   | \$           |
| <b>SOUS-TOTAL 5</b>         |                   |                      | \$           |

**4) Service de réparation sur demande**

Service de réparation des composantes du système installé, après la période de garantie et sur demande du MDN. Le taux horaire s'appliquent au temps régulier de travail productif. Le temps de travail productif est le temps écoulé entre l'heure d'arrivée et l'heure de départ, moins les temps de repas. Le temps régulier est le temps de travail productif effectué durant les heures régulières et ne dépassant pas 8 heures par jour. Les heures régulières sont entre 8h00 et 17h00.

**4.1 Période de l'octroi du contrat jusqu'au 31 mars 2013**

| Emplacement                 | Qté<br>estimative<br>d'heures | Taux Horaire<br>Ferme | Taux Calulé |
|-----------------------------|-------------------------------|-----------------------|-------------|
| Garnison Valcatier          | 16                            | \$                    | \$          |
| Site d'entraînement Farnham | 16                            | \$                    | \$          |
| <b>SOUS-TOTAL 6</b>         |                               |                       | \$          |

**4.2 Du 1 avril 2013 au 31 mars 2014**

| <b>Emplacement</b>          | <b>Qté<br/>estimative<br/>d'heures</b> | <b>Taux Horaire<br/>Ferme</b> | <b>Taux Calulé</b> |
|-----------------------------|--|-------------------------------|--------------------|
| Garnison Valcatier          | 16                                     | \$                            | \$                 |
| Site d'entraînement Farnham | 16                                     | \$                            | \$                 |
| <b>SOUS-TOTAL 7</b>         |  |                               | \$                 |

**4.3 Du 1 avril 2014 au 31 mars 2015**

| <b>Emplacement</b>          | <b>Qté<br/>estimative<br/>d'heures</b> | <b>Taux Horaire<br/>Ferme</b> | <b>Taux Calulé</b> |
|-----------------------------|--|-------------------------------|--------------------|
| Garnison Valcatier          | 16                                     | \$                            | \$                 |
| Site d'entraînement Farnham | 16                                     | \$                            | \$                 |
| <b>SOUS-TOTAL 8</b>         |  |                               | \$                 |

**5) Transport du personnel**

Transport aller-retour du personnel de l'entrepreneur à chacun des emplacements pour effectuer le service de réparation sur demande. Le taux global comprend tous les frais de repas et subsistance du personnel de l'entrepreneur, ainsi que tout autres frais associés à la prestation de ces services.

**5.1 Période de l'octroi du contrat jusqu'au 31 mars 2013**

| <b>Emplacement</b> | <b>Qté<br/>estimative<br/>de<br/>voyages</b> | <b>Taux Global<br/>Ferme</b> | <b>Taux Calulé</b> |
|--------------------|--|------------------------------|--------------------|
| Garnison Valcatier | 2  | \$                           | \$                 |

|                             |   |    |    |
|-----------------------------|---|----|----|
| Site d'entraînement Farnham | 2 | \$ | \$ |
| <b>SOUS-TOTAL 9</b>         |   |    | \$ |

## 5.2 Du 1 avril 2013 au 31 mars 2014

| <b>Emplacement</b>          | <b>Qté<br/>estimative<br/>de<br/>voyages</b> | <b>Taux Global<br/>Ferme</b> | <b>Taux Calulé</b> |
|-----------------------------|--|------------------------------|--------------------|
| Garnison Valcatier          | 2  | \$                           | \$                 |
| Site d'entraînement Farnham | 2  | \$                           | \$                 |
| <b>SOUS-TOTAL 10</b>        |  |                              | \$                 |

## 5.3 Du 1 avril 2014 au 31 mars 2015

| <b>Emplacement</b>          | <b>Qté<br/>estimative<br/>de<br/>voyages</b> | <b>Taux Global<br/>Ferme</b> | <b>Taux Calulé</b> |
|-----------------------------|--|------------------------------|--------------------|
| Garnison Valcatier          | 2  | \$                           | \$                 |
| Site d'entraînement Farnham | 2  | \$                           | \$                 |
| <b>SOUS-TOTAL 11</b>        |  |                              | \$                 |

## 6) Pièces de Rechange

L'entrepreneur doit facturer les produits au prix coûtant (prix payés au fournisseur sans taxe) et ajouter le pourcentage de majoration pour couvrir les frais et profit. L'entrepreneur doit se procurer les pièces au prix le plus économique possible.

Solicitation No. - N° de l'invitation

W0106-12A019/A

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

QCN-2-35411

Buyer ID - Id de l'acheteur

qcn015

Client Ref. No. - N° de réf. du client

W0106-12-A019

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

---

## **6.1 De l'octroi du contrat au 31 mars 2015**

% de majoration pour l'achat de pièces à prix coûtant : \_\_\_\_\_ %

**LIMITATION DES DÉPENSES POUR LA PARTIE SUR DEMANDE : \$ (sera inséré à l'octroi du contrat) + TPS**

## ANNEXE C - Fiches Signalétiques

**LES PRODUITS CHIMIQUES DESCO INC.**  
 400, avenue Turcotte, East Broughton (Québec) G0N 1G0  
 Tél. : 418-427-2627 • Fax : 418-427-2145  
 Courriel : [desco@oscodesco.ca](mailto:desco@oscodesco.ca)

### SECTION 1 – IDENTIFICATION DU PRODUIT

**Nom commercial**

DE-9007

**Utilisation** Nettoyeur-dégraissant

**En cas d'urgence  
(seulement)** Les Produits Chimiques Desco Inc. : (418) 427-2627  
 CANUTEC : (613) 996-6666

### SECTION 2 – INGRÉDIENTS

| COMPOSITION                              |  |            |        |      |        |
|--|--|------------|--------|------|--------|
| % P/P                                    |  |            |        |      |        |
| # CAS                                    |  |            |        |      |        |
| DL <sub>50</sub> mg/kg oral/rat          |  |            |        |      |        |
| CL <sub>50</sub> ppm 4h                  |  |            |        |      |        |
| TLV                                      |  |            |        |      |        |
| D'limonène                               |  | 5989-27-5  | 4400   | N/D  | N/D    |
| Éther monobutylique de l'éthylène glycol |  | 111-76-2   | 1480   | 486  | 50 ppm |
| Diéthanolamide de coconut                |  | 68603-42-9 | 2700   | N/D  | N/D    |
| Le mélange                               |  |            | 10 000 | 6950 | N/D    |

### SECTION 3 – CARACTÉRISTIQUES PHYSIQUES

**Apparence**

Liquide jaune pâle légèrement visqueux.

**Odeur** Odeur d'orange.

**Seuil de l'odeur** N/D

**Tension de vapeur** N/D

**Densité de vapeur** N/D

**Taux d'évaporation** N/D

**Ébullition** 100°C (initial)

**Congélation** N/D

**pH** 9.5

**Densité (g/ml)** 0.97

**Solubilité dans l'eau** Émulsifiable

**Coefficient de répartition  
eau/huile** N/D

### SECTION 4 – RISQUES D'INCENDIE OU D'EXPLOSION

**Inflammabilité relative**

Combustible.

**Point d'éclair** 68°C (T.O.C.)

**Température d'auto-ignition** N/D

**Limites d'inflammabilité** N/D



|   |   |
|---|---|
| <b>Produits de combustion dangereux</b>               | Monoxyde et dioxyde de carbone.   |
| <b>Moyens d'extinction</b>                            | Poudres chimiques sèches, du dioxyde de carbone, de l'eau pulvérisée (sous forme de brouillard d'eau) ou une mousse. Ne pas utiliser de jet d'eau.                                      |
| <b>Techniques spécialisées en cas d'incendie</b>      | Porter un appareil respiratoire autonome muni d'un masque facial complet ainsi que des vêtements protecteurs adéquats. Refroidir les contenants fermés avec un brouillard d'eau froide. |
| <b>Risques particuliers d'incendie ou d'explosion</b> | Éviter tout contact avec des sources de chaleur excessive, les étincelles et les flammes nues. Les vapeurs peuvent s'enflammer à des températures supérieures au point d'éclair.        |

## SECTION 5 – STABILITÉ ET RÉACTIVITÉ

### Stabilité chimique

Stable en conditions normales d'utilisation et d'entreposage.

|  |  |
|--|--|
| <b>Substances incompatibles</b>            | Acides forts, bases fortes et matières oxydantes (eau de javel par exemple). |
| <b>Conditions d'instabilité</b>            | Températures excessives et sources d'ignition.                               |
| <b>Produits de décomposition dangereux</b> | Monoxyde et dioxyde de carbone lors d'un incendie.                           |
| <b>Polymérisation dangereuse</b>           | Ne se produira pas.  |

## SECTION 6 – PROPRIÉTÉS TOXICOLOGIQUES

### Contact avec la peau

Risque d'irritation et d'assèchement de la peau s'il y a contact prolongé.

|                              |  |
|------------------------------|--|
| <b>Contact avec les yeux</b> | Risque d'irritation des yeux.  |
| <b>Inhalation</b>            | Une inhalation excessive et prolongée des vapeurs peut entraîner des maux de tête, des nausées et des étourdissements.                           |
| <b>Ingestion</b>             | Risque d'irritation et de brûlures aux tissus de la bouche, de la gorge et de l'estomac, nausées, vomissements, maux de tête et étourdissements. |
| <b>Autres effets</b>         | Le produit est non réputé mutagène, cancérogène, tératogène ou toxique pour la reproduction.   |
| <b>TLV</b>                   | Éther monobutylique de l'éthylène glycol : 50 ppm  |

## SECTION 7 – MESURES PRÉVENTIVES

### Appareil oculaire

Lunettes de sécurité.

|  |   |
|--|---|
| <b>Gants</b>                                   | Caoutchouc (recommandé mais non obligatoire).   |
| <b>Appareil respiratoire</b>                   | Non nécessaire, sauf si la limite d'exposition permise est dépassée.  |
| <b>Autres équipements</b>                      | Bottes et vêtements protecteurs suggérés.   |
| <b>Contrôle technique</b>                      | Une ventilation mécanique est nécessaire. La présence de douches d'urgence et de fontaine oculaire peuvent être utile près des lieux d'utilisation en cas d'accident.   |
| <b>Procédure en cas de fuites/déversements</b> | Ramasser à l'aide d'un absorbant inerte et d'une pelle, puis disposer dans un contenant approprié fermé hermétiquement.   |
| <b>Méthode d'élimination des déchets</b>       | Respecter les règlements municipaux, provinciaux et fédéraux.   |
| <b>Manutention</b>                             | Manipuler et ouvrir les contenants avec précautions. Ne pas souder ou couper les contenants car ils peuvent contenir des résidus de vapeurs inflammables. Ne pas chauffer ni pressuriser les contenants. Ne rien mettre dans les contenants vides. Ne pas mélanger avec d'autres produits si non recommandé. Ne pas fumer, boire ou manger sur les sites d'utilisation. Garder les contenants électriquement reliés à la terre, surtout pendant les opérations de pompage ou de transbordement afin d'éviter l'accumulation d'électricité statique. |
| <b>Entreposage</b>                             | Entreposer dans un endroit frais, sec et bien aéré. Protéger du gel. Garder à l'écart des matières incompatibles. Garder à l'abri des sources d'ignition (flammes nues, étincelles, électricité). Garder les contenants fermés.   |

## SECTION 8 – PREMIERS SOINS

### Contact avec la peau

Rincer les parties contaminées avec beaucoup d'eau et du savon pendant au moins 20 minutes, tout en retirant les vêtements contaminés en incluant les chaussures. Si l'irritation persiste, consulter un médecin.

### Contact avec les yeux

Rincer les yeux à l'eau courante pendant au moins 20 minutes tout en conservant les paupières ouvertes. Consulter un médecin.

### Inhalation

Amener la personne dans un endroit bien aéré, si aucune amélioration n'est observée, obtenir de l'aide médicale.

### Ingestion

Ne pas faire vomir, faire boire beaucoup d'eau. Obtenir de l'aide médicale immédiatement.

### Recommandations générales

## SECTION 9 – CLASSIFICATION

### TMD

Produit non réglementé par le TMD.

### SIMDUT

B3 : Liquides combustibles.

## SECTION 10 – RENSEIGNEMENTS SUR LA PRÉPARATION

### Préparé par

Les Produits Chimiques Desco Inc.

### Date

26 janvier 2011

N/D : Non disponible.

## AVIS

Les informations contenues dans ce document sont basées sur des données considérées comme étant exactes. Cependant, Les Produits Chimiques Desco Inc., n'en garantit pas l'exactitude et exclut formellement toute garantie explicite ou implicite relative à l'exactitude de ces renseignements ou aux résultats pouvant découler de leur application.

Les Produits Chimiques Desco Inc. n'assume aucune responsabilité en cas de blessures causées directement par le produit à l'acheteur ou à d'autres personnes si l'on ne prend pas les mesures de sécurité convenables prescrites dans le présent bulletin de sécurité. De plus, les Produits Chimiques Desco Inc. n'assume aucune responsabilité en cas de blessures causées directement à l'acheteur ou à d'autres personnes par un usage abusif du produit même si des mesures de sécurité convenables sont prises. D'autre part, l'acheteur assume les risques découlant de l'usage du produit.

## FICHE SIGNALÉTIQUE

**LES PRODUITS CHIMIQUES DESCO INC.**  
400, avenue Turcotte, East Broughton (Québec) G0N 1G0  
Tél. : 418-427-2627 • Fax : 418-427-2145  
Courriel : [desco@oscodesco.ca](mailto:desco@oscodesco.ca)

### SECTION 1 – IDENTIFICATION DU PRODUIT

**Nom commercial**

DE-3000C

**Utilisation** Quick-split pour lavage de véhicules

**En cas d'urgence (seulement)** Les Produits Chimiques Desco Inc. : (418) 427-2627  
CANUTEC : (613) 996-6666

### SECTION 2 – INGRÉDIENTS

#### COMPOSITION

% P/P

# CAS

**DL<sub>50</sub> mg/kg oral/rat**

**CL<sub>50</sub> ppm 4h**

**TLV**

|   |  |            |       |     |     |
|---|--|------------|-------|-----|-----|
| Ethoxylate d'alcool                     |  | 68439-46-3 | 1200  | N/D | N/D |
| Métasilicate de sodium                  |  | 6834-92-0  | 1153  | N/D | N/D |
| Tetrasodium Ethylendiamine Tetraacetate |  | 64-02-8    | 3030  | N/D | N/D |
| Le mélange                              |  |            | 10808 | N/D | N/D |

### SECTION 3 – CARACTÉRISTIQUES PHYSIQUES

**Apparence**

Liquide limpide jaune.

**Odeur** Faible odeur

**Seuil de l'odeur** N/D

**Tension de vapeur** N/D

**Densité de vapeur** N/D

**Taux d'évaporation** N/D

**Ébullition** 97° C (initial)

**Congélation** -3° C

**pH** 11.5 - 12.0 (solution 10% V/V)

**Densité (g/ml)** 1.03-1.05

**Solubilité dans l'eau** Complète

**Coefficient de répartition eau/huile** N/D

### SECTION 4 – RISQUES D'INCENDIE OU D'EXPLOSION

**Inflammabilité relative**

Ininflammable.

**Point d'éclair** Ne s'applique pas.

**Température d'auto-ignition** Ne s'applique pas.

**Limites d'inflammabilité** Ne s'applique pas.

**Produits de combustion dangereux** Monoxyde et dioxyde de carbone.

**Moyens d'extinction** Vérifier les moyens d'extinction pour les substances adjacentes au produit.  
Refroidir les contenants fermés avec un brouillard d'eau froide.

**Techniques spécialisées en cas d'incendie** Vérifier les techniques spécialisées en cas d'incendie pour les substances adjacentes au produit.

**Risques particuliers d'incendie ou d'explosion** Aucun connu.

## SECTION 5 – STABILITÉ ET RÉACTIVITÉ

### Stabilité chimique

Stable en conditions normales d'utilisation et d'entreposage.

|                                 |   |
|---------------------------------|---|
| <b>Substances incompatibles</b> | Acides forts, matières oxydantes (eau de javel par exemple) |
|---------------------------------|---|

|                                 |                    |
|---------------------------------|--------------------|
| <b>Conditions d'instabilité</b> | Chaleur excessive. |
|---------------------------------|--------------------|

|  |  |
|--|--|
| <b>Produits de décomposition dangereux</b> | Monoxyde et dioxyde de carbone lors d'un incendie. |
|--|--|

|                                  |                     |
|----------------------------------|---------------------|
| <b>Polymérisation dangereuse</b> | Ne se produira pas. |
|----------------------------------|---------------------|

## SECTION 6 – PROPRIÉTÉS TOXICOLOGIQUES

### Contact avec la peau

Un contact prolongé et excessif peut provoquer l'irritation et l'assèchement de la peau.

|                              |   |
|------------------------------|---|
| <b>Contact avec les yeux</b> | Possibilité d'attaque de la cornée de l'œil en cas de contact direct. |
|------------------------------|---|

|                   |   |
|-------------------|---|
| <b>Inhalation</b> | Risque de provoquer une irritation du nez et de la gorge. |
|-------------------|---|

|                  |   |
|------------------|---|
| <b>Ingestion</b> | Risque de provoquer une sensation de brûlures aux tissus de la bouche, de la gorge et de l'estomac, nausée, diarrhée, étourdissement. |
|------------------|---|

|                      |        |
|----------------------|--------|
| <b>Autres effets</b> | Aucun. |
|----------------------|--------|

|            |   |
|------------|---|
| <b>TLV</b> | Tripolyphosphate de sodium : 10 mg/m <sup>3</sup> |
|------------|---|

## SECTION 7 – MESURES PRÉVENTIVES

### Appareil oculaire

Lunettes de sécurité.

|              |                          |
|--------------|--------------------------|
| <b>Gants</b> | Caoutchouc (recommandé). |
|--------------|--------------------------|

|                              |  |
|------------------------------|--|
| <b>Appareil respiratoire</b> | Non nécessaire, sauf si la limite d'exposition permise est dépassée, ce qui ne devrait pas se produire lors d'un usage normal. |
|------------------------------|--|

|                           |  |
|---------------------------|--|
| <b>Autres équipements</b> | Non nécessaire lors d'un usage normal. |
|---------------------------|--|

|                           |   |
|---------------------------|---|
| <b>Contrôle technique</b> | Une ventilation mécanique est souhaitable. La présence de douches d'urgence et de fontaine oculaire peuvent être utiles près des lieux d'utilisation en cas d'accident. |
|---------------------------|---|

|  |   |
|--|---|
| <b>Procédure en cas de fuites/déversements</b> | Ramasser avec un absorbant inerte et une pelle, puis mettre dans un contenant en plastique fermé hermétiquement. Si nécessaire neutraliser avec une solution diluée d'acide acétique. |
|--|---|

|  |   |
|--|---|
| <b>Méthode d'élimination des déchets</b> | Respecter les règlements municipaux, provinciaux et fédéraux. |
|--|---|

|                    |   |
|--------------------|---|
| <b>Manutention</b> | Manipuler et ouvrir les contenants avec précautions. Ne rien mettre dans les contenants vides. Ne pas mélanger avec d'autres produits si non recommandé par Desco Inc. Ne pas fumer, boire ou manger sur les sites d'utilisation. |
|--------------------|---|

|                    |  |
|--------------------|--|
| <b>Entreposage</b> | Entreposer dans un endroit frais, sec et bien aéré. Protéger du gel. Garder à l'écart de matières incompatibles. Garder le contenant fermé. Pour usage industriel seulement. |
|--------------------|--|

## SECTION 8 – PREMIERS SOINS

### Contact avec la peau

Rincer les parties contaminées à l'eau courante pendant au moins 20 minutes, tout en retirant les vêtements contaminés en incluant les chaussures. Si l'irritation persiste consulter un médecin.

|                              |   |
|------------------------------|---|
| <b>Contact avec les yeux</b> | Rincer les yeux à l'eau courante pendant au moins 20 minutes tout en conservant les paupières ouvertes. Consulter un médecin. |
|------------------------------|---|

|                   |  |
|-------------------|--|
| <b>Inhalation</b> | Amener la personne dans un endroit bien aéré, si aucune amélioration n'est observée, obtenir de l'aide médicale. |
|-------------------|--|

|                  |   |
|------------------|---|
| <b>Ingestion</b> | Ne pas faire vomir, faire boire beaucoup d'eau. Obtenir de l'aide médicale immédiatement. |
|------------------|---|

|                                  |  |
|----------------------------------|--|
| <b>Recommandations générales</b> |  |
|----------------------------------|--|

## SECTION 9 – CLASSIFICATION

### TMD

Appellation réglementaire : Liquide inorganique corrosif basique  
N.S.A. (silicate de sodium)

N.I.P. : UN3266  
Groupe d'emballage : II  
Classe primaire : 8  
Classe subsidiaire :  
E : Matière corrosive

**SIMDUT**

## **SECTION 10 – RENSEIGNEMENTS SUR LA PRÉPARATION**

### **Préparé par**

Les Produits Chimiques Desco Inc.

### **Date**

21 octobre 2010

### **Révision**

13 décembre 2011

N/D : Non disponible.

## **AVIS**

Les informations contenues dans ce document sont basées sur des données considérées comme étant exactes. Cependant, Les Produits Chimiques Desco Inc., n'en garantit pas l'exactitude et exclut formellement toute garantie explicite ou implicite relative à l'exactitude de ces renseignements ou aux résultats pouvant découler de leur application.

Les Produits Chimiques Desco Inc. n'assume aucune responsabilité en cas de blessures causées directement par le produit à l'acheteur ou à d'autres personnes si l'on ne prend pas les mesures de sécurité convenables prescrites dans le présent bulletin de sécurité. De plus, les Produits Chimiques Desco Inc. n'assume aucune responsabilité en cas de blessures causées directement à l'acheteur ou à d'autres personnes par un usage abusif du produit même si des mesures de sécurité convenables sont prises. D'autre part, l'acheteur assume les risques découlant de l'usage du produit.